



## Séance ordinaire du mardi 28 septembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Mathilde BORNE, Michel CALVO, Brigitte DEVOISSELLE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Célia SERRANO, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, William ARS, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Hervé MARTIN, Véronique NEGRET, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI

## **Cycles de l'eau - Défense Extérieure Contre l'Incendie - Convention de financement entre la Régie des Eaux et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'amélioration de la Défense incendie du lotissement du plateau du Piquet à Grabels - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le « Plateau de Piquet » est un lotissement à cheval sur les communes de Grabels (24 habitations) et de Saint-Gély-du-Fesc (4 habitations). Il est géré par l'Association Syndicale Libre (ASL) « Le Plateau de Piquet ». Deux forages alimentent en eau potable le lotissement et cinq poteaux incendie privés. Le sixième poteau incendie est alimenté par le réseau public d'Alimentation en Eau Potable (AEP) de la Régie.

Les deux forages s'avèrent insuffisants pour les besoins du lotissement, puisqu'ils présentent un problème de qualité d'eau et un débit insuffisant pour la défense incendie du lotissement. Le lotissement est par ailleurs soumis à un risque incendie important du fait de la proximité d'un fort couvert forestier. Ainsi, l'ASL du « Plateau de Piquet » a sollicité la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pour demander un raccordement de leur lotissement au réseau public de distribution d'eau pour satisfaire leurs besoins en eau potable et défense incendie. Le projet, porté financièrement par l'ASL, a fait l'objet d'une étude validée par les services de la Régie des Eaux et de la Métropole.

La Régie des Eaux prend en charge (rapport n°21031 du conseil d'administration du 29 juin 2021) une partie des coûts dans le cadre du raccordement du lotissement au réseau d'eau potable public correspondant à la réfection de l'antenne publique alimentant le lotissement et d'éléments techniques réalisés à sa demande. Cette prise en charge est inscrite dans une convention entre la Régie des Eaux et l'ASL et couvre l'ensemble des dépenses, eau potable et défense extérieure contre l'incendie (DECI) de l'opération, sous réserve de la prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole des frais liés à la DECI.

La Métropole s'engage donc, dans le cadre d'une convention établie avec la Régie des Eaux, à prendre en charge les investissements nécessaires à l'obtention du débit et de la pression nécessaire à la couverture DECI du lotissement soit la prise en charge financière de la pompe de surpression spécifiquement dédiée à cet effet et mise en place dans le cadre du projet.

La participation de la Métropole est ainsi fixée à 25 974,88 € HT, soit 12,5 % du prix forfaitaire de la station de surpression réalisée dans le cadre de l'opération. La Régie des Eaux assurera par ailleurs l'exploitation et la maintenance de cet équipement dont les frais de réparation ou renouvellement seront assurés par la Métropole.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention relative aux modalités de participation financière pour le raccordement du lotissement du plateau du Piquet au réseau de distribution d'eau public ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/10/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 8 octobre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210928-165710-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/10/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention relative aux modalités de participation financière pour le raccordement du lotissement du plateau de piquet au réseau de distribution d'eau public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.